

Dossiers numériques

# Cotisations et prestations sociales agricoles

- ▶ présentation, analyse et commentaires
- ▶ textes et circulaires administratives
- ▶ formulaires et jurisprudences

par Francis VARENNES Juriste-Fiscaliste

*Edition Septembre 2014*

IPSO FACTO

## **Autres ouvrages dans la même collection Dossiers numériques :**

(cliquer sur les titres pour connaître le contenu de ces ouvrages)

- [Guide juridique et fiscal des meublés de tourisme](#)
- [Guide juridique et fiscal des chambres d'hôtes](#)
- [Guide juridique et fiscal de l'hébergement de plein air](#)
- [Guide juridique et fiscal de l'auto-entrepreneur](#)
- [Cotisants solidaires agricoles : aspects juridiques, fiscaux et sociaux](#)
- [Etude juridique, fiscale et sociale des couveuses agricoles \(\*espaces tests agricoles\*\)](#)
- [Clés pour choisir une société en agriculture](#)
- [Guide juridique et fiscal des activités équestres](#)
- [Statut du fermage et baux ruraux](#)

## **Utilisation du dossier :**

- les caractères en bleu au sein du dossier correspondent à des liens hypertextes qui permettent d'accéder aux différents documents officiels (*lois, décrets, arrêtés, instructions, circulaires, réponses ministérielles et jurisprudence*).

## **Voir aussi Site Internet réservé aux abonnés :**

- [Guide juridique et fiscal du tourisme rural](#)

### **Editions IPSO FACTO**

**Siège social :** 8 rue Albert de Mun 28100 Dreux

**Tél :** 02 37 41 49 89

**Courriel :** [editions.ipsofacto@wanadoo.fr](mailto:editions.ipsofacto@wanadoo.fr)

**Site internet :** [www.editions-ipsufacto.fr](http://www.editions-ipsufacto.fr)

N° TVA intracommunautaire FR 40 439 152 927

SARL au capital de 8000 € • Siren 439 152 927 RCS Chartres

Siret 439 152 927 00018 • Code APE 8559 A

# Cotisations et prestations sociales des entreprises agricoles

## Plan

### Introduction

## Chapitre 1. Les conditions d'affiliation auprès du régime agricole

### Section 1. Le champ de compétence du régime social agricole

#### § 1. Les activités non-salariées agricoles

- A. Les activités agricoles proprement dites
- B. Les activités de diversification : agritourisme, transformation et vente directe
- C. Le traitement social des activités équestres
- D. Les activités agricoles dites connexes ou par détermination de la loi
  - 1°. Les entreprises de travaux agricoles
  - 2°. Les activités forestières
  - 3°. Les activités artisanales rurales

#### § 2. Les activités salariées agricoles

### Section 2. Les seuils d'affiliation au régime social agricole

#### § 1. L'application de seuils d'assujettissement

#### § 2. L'affiliation dérogatoire

#### § 3. Le cas particulier des cotisants de solidarité

## Chapitre 2 Les statuts sociaux des personnes

### Section 1. Le statut social du chef d'entreprise agricole

#### § 1. Les différents principes applicables

#### § 2. Le principe de la présomption de non salariat agricole

#### § 3. Les statuts sociaux dans le cadre des différentes sociétés

- A. L'assujettissement des associés de GAEC
- B. L'assujettissement des associés d'EARL
- C. L'assujettissement des associés de SCEA et de GFA exploitants
- D. L'assujettissement des associés de SARL
- E. L'assujettissement des associés de SNC
- F. Les sociétés anonymes (SA) et les sociétés par actions simplifiées (SAS)

#### § 4. Le cas particulier des coexploitations entre époux

## Section 2. Les statuts sociaux des membres de la famille

### § 1. Les différents statuts possibles des conjoints-concubins et pacsés

- A. Le statut juridique et social de collaborateur d'exploitation agricole
  - 1°. *Champ d'application du statut de collaborateur*
  - 2°. *Modalités d'application du statut de collaborateur*
- B. Le statut d'associé
- C. Le statut de salarié

### § 2. Le statut des aides familiaux

### § 3. Le statut d'associé d'exploitation

## Chapitre 3. Le calcul et le paiement des cotisations sociales

### Section 1. Les prélèvements sociaux dus par les non-salariés agricoles

#### § 1. La genèse de la réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles

#### § 2. La composition des revenus constituant l'assiette sociale agricole

- A. La définition des différents revenus professionnels
- B. Les différentes corrections des revenus professionnels
  - 1°. *La déduction des revenus des biens immobiliers*
    - a. *La déduction optionnelle de la rente du sol*
    - b. *La déduction des loyers dits fictifs*
  - 2°. *La déduction de certains revenus exceptionnels : DJA et profits d'abattement*
  - 3°. *La non-prise en compte de certains mécanismes fiscaux*
  - 4°. *La prise en compte de certains mécanismes fiscaux*
  - 5°. *Le traitement des rémunérations visées par l'article 62 du CGI*

#### § 3. La période de référence des revenus professionnels

- A. L'application de l'assiette triennale
- B. L'option pour l'assiette annuelle
- C. Le paiement optionnel d'un à-valoir

#### § 4. Les assiettes particulières des cotisations sociales

- A. L'application d'assiettes minimales ou plafonnées
- B. Les règles de calcul applicables en début d'activité aux nouveaux installés
  - 1°. *Le principe de l'assiette forfaitaire d'installation*
  - 2°. *L'exception à l'application de l'assiette forfaitaire pour les conjoints*
- C. L'assiette forfaitaire sur les dividendes en l'absence de rémunération
- D. La prise en compte des bénéfices attribués à certains associés non exploitants

#### § 5. L'application du principe de l'annualité

#### § 6. Les différents prélèvements sociaux agricoles et les taux applicables

- A. Les taux de cotisations sociales agricoles
  - 1°. *Les cotisations au titre de l'assurance maladie-invalidité-maternité (AMEXA)*
  - 2°. *Les taux de cotisations au titre de l'assurance vieillesse*
  - 3°. *Les cotisations de l'ATEXA*
  - 4°. *Les taux de cotisations au titre des prestations familles*
- B. Les taux de prélèvements des contributions sociales : la CSG et la CRDS

- C. Les taux des contributions professionnelles  
1%. *La contribution pour la formation professionnelle des non-salariés agricoles (VIVEA)*  
2%. *La cotisation interprofessionnelle VAL'HOR*

### § 7. Les cas d'exonération partielle des cotisations sociales

- A. L'exonération partielle des cotisations des jeunes agriculteurs
- B. L'exonération temporaire de cotisations sociales au titre de l'ACCRE
- C. L'exonération partielle des cotisations maladie des conjoints succédant à un chef d'exploitation ou d'entreprise pour cause de décès ou de divorce

### § 8. Les modalités de déclaration des revenus professionnels

### § 9. Les modalités de paiement des cotisations sociales agricoles

- A. Les modalités de recouvrement amiable
- B. La modulation optionnelle des cotisations sociales en cas de variation de revenus
- C. Les aides au paiement des cotisations sociales agricoles
- D. Les sanctions en cas de non-paiement des cotisations sociales agricoles
- E. Le recouvrement forcé des cotisations

## Section 2. Les prélèvements sociaux dus pour les salariés agricoles

- § 1. *Les personnes concernées par le statut de salarié*
- § 2. *Les différents types de cotisations sociales applicables*
- § 3. *L'examen des différents taux de cotisations*
- § 4. *L'analyse comparée des bases de calcul des cotisations*
- § 5. *Les modalités de paiement des cotisations sociales*

## Chapitre 4. L'optimisation sociale des entreprises agricoles

### Section 1. La problématique, les réformes en jeu et les écueils à éviter

**§ 1. La problématique : statut juridique de l'entreprise agricole, régimes d'imposition des bénéficiaires et cotisations sociales**

**§ 2. Les réformes en jeu concernant les différents prélèvements**

**§ 3. Les écueils et les limites de l'optimisation fiscale et sociale**

- A. Le non-respect des rémunérations minimales
- B. Le non-respect des critères du contrat de travail
- C. L'affiliation au titre de la présomption de non-salariat
- D. L'affiliation en tant que non-salarié par interposition
- E. L'application des cotisations normales aux bénéficiaires de certains associés non-exploitants
- F. L'assiette forfaitaire sur la base des revenus de capitaux mobiliers
- G. L'affiliation même en cas de petites entreprises
- H. L'abus de droit fiscal
- I. L'abus de droit social
- J. Les distributions irrégulières dans le cadre de l'IS

**Section 2. Les principales pistes d'optimisation sociale**

§ 1. Le changement d'assiette sociale

§ 2. Le changement de date de clôture de l'exercice comptable

§ 3. Le changement de statut juridique de l'entreprise

§ 4. L'adoption du statut d'associé non-exploitant et de salarié

§ 5. Le statut d'associé d'exploitation

§ 6. La mise en œuvre de l'épargne salariale

§ 7. La création d'une société commerciale

§ 8. L'application de l'impôt sur les sociétés

§ 9. La mise en place d'une société holding

§ 10. Le démembrement de propriété des droits sociaux

§ 11. L'amortissement de l'usufruit des terres

**Chapitre 5. Les prestations sociales agricoles**

**Section 1. Les prestations sociales des non-salariés agricoles**

**Sous-section 1. La branche santé : les prestations d'assurance maladie, invalidité et maternité**

§ 1. Les prestations d'assurance maladie

- A. La détermination des prestations
- B. Le droit éventuel à la CMU

§ 2. Les prestations d'invalidité

§ 3. Les prestations d'assurance maternité-paternité

- A. L'allocation de remplacement pour congé de maternité
- B. L'allocation de remplacement pour congé de paternité

**Sous-section 2. Les prestations d'assurance vieillesse : pension de retraite, pension de réversion et allocation veuvage**

§ 1. Les pensions de retraite des non-salariés agricoles

- A. L'âge de liquidation de la retraite
- B. La composition de la pension de retraite agricole
  - 1°. La retraite de base agricole
    - a. Les règles de calcul de la retraite forfaitaire agricole
    - b. Les règles de calcul de la retraite proportionnelle agricole
    - c. Bonification pour enfants, décote, surcote et assurance volontaire vieillesse
    - d. Exemple de calcul de retraite avec proratisation, coefficient d'adaptation et décote

*e. Le dispositif de revalorisation des petites retraites agricoles  
2°. La retraite complémentaire obligatoire (RCO)  
3°. La retraite complémentaire ou supplémentaire facultative*

*C. Le principe de l'obligation de cessation d'activité  
1°. La portée du principe de cessation des activités non-salariées  
2°. Les possibilités de mise en valeur partielle ou totale de l'exploitation  
3°. La réalisation d'activités d'accueil touristique  
4°. La possibilité d'un coup de main  
5°. La retraite progressive en agriculture*

[§ 2. Les pensions de retraite des collaborateurs et des aides familiaux](#)

[§ 3. Les pensions de réversion, le droit combiné et l'allocation veuvage](#)

A. Les pensions de réversion  
B. Le droit combiné  
C. L'allocation veuvage

[Sous-section 3. Les prestations familiales](#)

**§ 1. Le droit aux prestations du régime général**

**§ 2. La prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)**

[Sous-section 4. Les prestations de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles \(ATEXA\)](#)

**§ 1. Le champ d'application et l'organisation de l'ATEXA**

**§ 2. Les différentes prestations servies au titre de l'ATEXA**

[Sous-section 5. Le droit éventuel au revenu de solidarité active \(RSA\)](#)

[Section 2. Les prestations sociales des salariés agricoles](#)

[§ 1. Les prestations d'assurance maladie](#)

[§ 2. Les prestations d'assurance vieillesse](#)

[§ 3. Les cotisations de prévoyance et de retraite supplémentaire](#)

**Chapitre 6. Le traitement social des exploitants pluriactifs**

**Section 1. Les principes communs à l'ensemble des personnes pluriactives**

**Section 2. Le traitement des différents cas de pluriactivité**

**§ 1. Le cumul d'activités non-salariées agricoles et d'activités salariées**

**§ 2. Le cumul d'activités non-salariées agricoles et non-salariées non-agricoles**

A. Les principes du régime de simplification des pluriactifs non-salariés

1/. Principes généraux

2/. Cas particulier d'activités permanentes et saisonnières

3/. Statut d'auto-entrepreneur et cumul d'activités non-salariées non-agricoles et non-salariées agricoles

4/. Précisions administratives complémentaires

B. Les modalités d'application du régime de simplification des pluriactifs

**§ 3. La pluriactivité et le statut de collaborateur agricole**

**Chapitre 7. Le contrôle et le contentieux de la législation sociale agricole**

**Section 1. Le contrôle de la législation sociale agricole**

**Section 2. Les procédures pré-contentieuses**

**Section 3. Les procédures contentieuses**

§ 1. Les commissions de recours amiable

§ 2. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale

§ 3. Les procédures d'appel et de pourvoi en cassation

§ 4. Les contentieux spécifiques d'incapacité et d'expertise médicale

## NOUVEAUTES

(cliquer sur les liens en bleu pour accéder  
aux nouveaux développements en caractère rouge)

### **Septembre 2014 :**

[Affiliation obligatoire au régime légal d'assurance sociale agricole](#)

[Jurisprudence concernant l'affiliation sociale des bailleurs à métayage](#)

[Précisions ministérielles sur les cotisations sociales dues sur les bénéficiés des conjoints associés non-exploitants et les dividendes](#)

[Réduction du taux des cotisations de prestations familiales](#)

[Actualisation du plafonnement d'exonération des cotisations des jeunes agriculteurs](#)

[Dernières évolutions concernant l'optimisation sociale en agriculture](#)

[Affiliation par interposition d'un dirigeant de SAS associée d'une SCEA](#)

[Redéfinition des majorations d'assiette en cas de non-déclaration des revenus](#)

[Décret concernant l'attribution de droits gratuits au titre de la RCO pour les conjoints collaborateurs et les aides familiaux](#)

[Circulaire concernant la réversion et le droit combiné des points de la RCO](#)

[Décret concernant la majoration des petites retraites agricoles](#)

[Droits à la retraite des agriculteurs par ailleurs auto-entrepreneurs](#)

### **Janvier 2014**

#### **Modification du champ de compétence du régime social agricole**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les artisans ruraux ne relèvent plus du régime social agricole. Ils sont désormais affiliés au régime social des indépendants.

#### **Modification des seuils d'affiliation au régime social agricole**

La loi d'avenir agricole examinée par le Parlement en 2014 devrait redéfinir les critères d'affiliation au régime social agricole

#### **Majoration de la DPI non utilisée prise en compte dans l'assiette sociale**

#### **Prise en compte des revenus de capitaux mobiliers et des bénéficiés aux conjoints associés non exploitants par la LFSS 2014**

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 instaure l'intégration d'une partie des revenus de capitaux mobiliers et des bénéficiés attribués aux conjoints associés non exploitants dans l'assiette sociale des époux associés exploitants

#### **Suppression de l'assiette forfaitaire sur les dividendes en l'absence de rémunération**

[Suppression des notions de cotisations techniques et complémentaires](#)

[Fin d'intervention du GAMEX et autres assureurs privés et consécration du monopole de la MSA](#) (AMEXA et ATEXA)

[Instauration des indemnités journalières pour arrêt maladie des non-salariés agricoles](#)

**Réforme des retraites : Loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites**

- [nombre de trimestres pour l'attribution d'une retraite à taux plein](#)
- [revalorisation des petites retraites agricoles](#)
- [réforme du cumul emploi-retraite](#)
- [attribution de points gratuits de RCO aux collaborateurs et aides familiaux](#)
- [droits des conjoints survivants à la RCO de l'époux prédécédé](#)